

Contrôle des agences gouvernementales contractant avec des entreprises sans siège régional en Arabie saoudite

Résolution du conseil des ministres n° 377 en date du 27 décembre 2022 décidant des modalités du contrôle des agences gouvernementales saoudiennes contractant avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie saoudite. La résolution précise les règles à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie saoudite. Les modalités de contrôle entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2024 et peuvent se résumer ainsi :

- **Les contrôles imposent des restrictions spécifiques aux autorités dites gouvernementales.** Elles incluent les ministères, autorités, agences, commissions, établissements et agences indépendantes du gouvernement saoudien. Elles n'incluent pas les sociétés détenues en totalité ou en partie par le l'État saoudien.
- **Les contrôles empêchent les autorités gouvernementales de passer des contrats avec des entités multinationales ayant un siège social dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, mais pas en Arabie saoudite** et qui sont inscrites dans un registre qui sera périodiquement mis à jour et publié sur le portail électronique unifié pour les marchés publics saoudiens (*Etimad*).
- **Les contrôles restreignent également la possibilité pour les autorités gouvernementales de passer des contrats avec des parties liées** (distributeur, fournisseur ou prestataire en relation avec les entreprises multinationales sans siège régional situé en Arabie saoudite).
- **Les restrictions introduites par les contrôles s'appliquent aux appels d'offres publics des autorités gouvernementales, aux appels d'offres limités et aux contrats directs.** Néanmoins, elles ne s'appliquent pas aux transactions ou aux achats effectués par une autorité gouvernementale dont le montant est inférieur à 1 M SAR (267 M USD) ou aux transactions ou aux achats effectués en dehors de l'Arabie saoudite.
- **Les autorités gouvernementales pourront passer un contrat avec une entreprise multinationale sans siège régional situé en Arabie saoudite, ou avec une partie liée à ladite entreprise, si et seulement si certaines conditions sont remplies.** Dans des situations d'urgence ou s'il n'y a pas d'alternative pour le bien ou le service requis : par exemple, dans les appels d'offres publics, une société du champ de vision ou une partie liée peut être sélectionnée si elle a soumis la seule offre technique acceptable ou, s'il y en a plusieurs, si son offre financière est nettement inférieure à celle de la deuxième meilleure offre financière.
- **Les autorités gouvernementales qui signent un contrat avec une entreprise n'ayant pas de siège régional en Arabie saoudite, ou avec une partie liée à ladite entreprise, sont tenues de soumettre un rapport à la Cour des comptes et à l'*Expenditure and Project Efficiency Authority (EXPRO)*** incluant les justifications de la conclusion de la transaction. Les exemptions seront définies par un Comité habilité à examiner et à approuver les demandes soumises par les autorités gouvernementales. Une autorité gouvernementale peut faire appel d'une décision du Comité des Exemptions auprès du ministre des Finances, habilité à statuer.

Annexe

Lettre circulaire, en arabe avec sa traduction en français, transmettant à tous les ministères et toutes les administrations gouvernementales saoudiennes une copie de la résolution du conseil des ministres n° 377 en date du 27 décembre 2022.

ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

LE CABINET ROYAL

(061)

No. 39746

06-06-1444 / 30 décembre 2022

Pièces jointes : 7

Circulaire

Son Altesse Royale,

Le Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz Al Saud,

Prince héritier et Président du Conseil des ministres

Transmission d'une copie à tous les ministères et toutes les administrations gouvernementales

Chaque partie gouvernementale est censée informer les parties placées sous son autorité

Par la présente lettre, j'adresse à votre altesse une copie de la décision du conseil des ministres n° 377 en date du 3/06/1444 (27 décembre 2022) qui a décidé des dispositions suivantes :

- 1) L'approbation des règlements à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées.
- 2) En établissant les critères et les règlements visés à l'article 5 des règlements visés au point 1 de cette décision, le ministère de l'investissement, le ministère des finances et l'Autorité générale du commerce extérieur, doivent tenir compte des engagements de l'Arabie saoudite.

En conséquence de l'approbation de cette décision, je vous prie, votre altesse de bien vouloir donner les instructions pour prendre les mesures nécessaires.

Le Président du Cabinet Royal

Le Conseil des Ministres,

Fahd Bin Mohamed Al-Issa

- Lors de sa session présidée par son Altesse Royal Roi

Salman Bin Abdul Aziz, **après consultation** de la correspondance numéro 57440 du 13/09/1443 reçue du Cabinet Royal, comprenant la lettre de son excellence le ministre des finances numéro 7955 du 10/09/1443, concernant le projet des règlements à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées.

- **Après consultation** du projet des règlements visé ci-dessus ;

- **Après consultation** des notes n° 127 du 10/1/1444, 992 du 27/3/1444, 1305 du 26/4/1444 préparés par les bureaux des experts au conseil des ministres ;

- **Après consultation** du compte rendu préparé au Conseil des affaires économiques et du développement n° 510/44/m du 30/4/1444 ;

- **Après consultation** de la recommandation du Comité général du Conseil des ministres n° 5473 du 26/05/1444.

Décide ce qui suit :

1) L'approbation des Règlements à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées.

2) En établissant les critères et les règlements visés à l'article 5 des règlements visés au point 1 de cette décision, le ministère de l'investissement, le ministère des finances et l'Autorité générale du commerce extérieur, doivent tenir compte des engagements de l'Arabie saoudite.

Salman Bin Abulaziz Al-Saoud

Règlements à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées

Article 1 :

Dans les présents règlements, sauf si le contexte l'exige autrement, les termes et expressions qui suivent auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

Les règlements : Les règlements à respecter par les autorités gouvernementales qui signent des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées.

Le Ministère : Ministère des Finances.

Le Ministre : Ministre des Finances.

La commission d'exemption : La commission d'exemption des règlements, constituée conformément à l'article (10) des règlements.

Le Président : le Président de la commission.

La Région : La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Les entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite : Les entreprises étrangères n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite, et qui ont un siège régional dans la région et sont inscrites sur la liste visée à l'article (5) des règlements.

La partie concernée : Tout agent des entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite, ou tout distributeur, importateur ou fournisseur de biens ou de services à ces entreprises concernant ces biens et services.

Les Parties gouvernementales : Les Ministères, les services gouvernementaux, les autorités, les administrations et les institutions publiques, ainsi que les services indépendants ayant une personnalité morale.

Une urgence : est définie comme une situation dans laquelle la menace à la sécurité publique, à la sûreté publique ou à la santé publique est grave et inattendue, ou dans laquelle une violation menace la vie des personnes ou la perte de biens.

Portail : Le portail électronique unifié des achats gouvernementaux sous la supervision du Ministère.

Article 2 :

Les règlements visent à régir la conclusion des contrats entre les Parties gouvernementales et les entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite, ou avec toute partie concernée.

Article 3 :

Les parties gouvernementales - lors de la réalisation de leurs travaux et la commande de leurs achats - ne peuvent pas conclure des contrats avec des entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite

ou toute partie concernée sauf conformément aux dispositions des règlements. Toutes les parties gouvernementales sont tenues de mettre en œuvre les règlements, que ces derniers soient soumis aux dispositions de la loi d'appel d'offres et des achats gouvernementaux ou à toute autre loi ou règlements.

Les règlements sont complémentaires aux dispositions appliquées par les parties gouvernementales lors de la réalisation de leur travail et la commande de leurs achats.

Article 4 :

Les travaux et les achats suivants sont exemptés des règlements :

A- Les achats dont le coût estimé n'excède pas un montant de (un million) de riyals. Le Ministre peut, conformément aux exigences de l'intérêt public, prendre une décision de modifier ce montant, annuler cette exemption ou la suspendre temporairement.

B- Les achats qui s'effectuent hors du Royaume.

Article 5 :

Selon les normes et les règlements sur lesquels ils s'accordent, le ministère de l'Investissement, en coordination avec le ministère et l'Autorité générale du commerce extérieur, doivent établir une liste des entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite. La liste doit être mise à jour régulièrement en cas de besoin - et publiée sur le portail électronique.

Article 6 :

Sans préjudice des dispositions légales appliquées par les Parties gouvernementales dans la réalisation de leurs travaux et la commande de leurs achats, ces règlements n'empêchent pas les entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite et toute autre partie concernée de présenter des offres pour tout appel d'offres public proposé par une de ces parties. Cependant, ces parties ne peuvent pas accepter ce qui est présenté par ces entreprises ou parties concernées que dans ces deux cas :

A) Quand il n'existe qu'une seule offre approuvée au niveau technique ;

B) Quand l'offre présentée par l'entreprise n'ayant pas un siège régional en Arabie Saoudite ou par la partie concernée est la meilleure offre. Cela peut être décidé après avoir réalisé une évaluation complète technique notant que cette offre soit inférieure (au moins de 25%) à la valeur de la deuxième meilleure offre.

Article 7 :

Sans préjudice des dispositions légales appliquées par les Parties gouvernementales lors de la réalisation de leurs travaux et la commande de leurs achats, ces parties ne peuvent pas adresser une invitation aux entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou toute autre partie concernée pour participer aux appels d'offres restreints que dans ces deux cas :

A- Au cas où il n'existe pas un compétiteur compétent autre que les entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou les parties concernées pour exécuter les travaux et assurer les achats demandés.

B- Dans les situations urgentes qui ne peuvent être traitées que par l'invitation des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou des parties concernées à participer aux appels d'offres.

Article 8 :

Sans préjudice des dispositions légales appliquées par les Parties gouvernementales lors de la réalisation de leurs travaux et la commande de leurs achats, ces parties ne peuvent pas conclure un contrat direct avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou toute autre partie concernée que dans ces deux cas :

A- Les travaux et les achats sont exclusivement disponibles dans des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou chez une partie concernée.

B- Dans les situations urgentes qui ne peuvent être traitées que par une conclusion d'un contrat direct avec les entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite ou avec la partie concernée.

Article 9 :

Conformément aux règlements, les parties gouvernementales concluant des contrats avec des entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite s'engagent à préparer un rapport comprenant les motifs de la conclusion de ce contrat, et à fournir une copie au "General Court of Audit" ou au "Spending Efficiency and Governmental Projects Authority" dans une période n'excédant pas 30 jours de travail à partir de la date de signature du contrat.

Article 10 :

1- Selon les règlements, une commission dénommée (la commission d'exemption des règlements de conclusion de contrat entre les parties gouvernementales et les entreprises n'ayant pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées) doit être constituée. Cette commission sera associée au ministère.

2- La commission sera présidée par un représentant du ministère, et composée des membres suivants :

a- Un représentant du ministère de l'investissement

b- Un représentant du "Local Content & Government Procurement Authority"

c- Un représentant du "Spending Efficiency and Governmental Projects Authority"

d- Un représentant de la commission de la localisation et de la Balance des Paiements.

e- En accord avec le Ministre de l'Investissement, le ministre nomme par arrêté un maximum de 3 membres compétents et spécialisés.

3- La catégorie des représentants des parties gouvernementales ne doit pas être inférieure à la 14^e catégorie ou son équivalent.

4- La commission choisit parmi ses membres (les représentants des parties gouvernementales) un vice-président.

Article 11 :

La commission est chargée d'examiner les demandes des parties gouvernementales et d'exclure les entreprises qui n'ont pas leur siège régional en Arabie Saoudite et les parties concernées, et de décider à cet égard.

Article 12 :

La commission est dotée d'un secrétariat général basé au ministère, dirigé par un secrétaire général, désigné par le ministre sur proposition du président de la commission.

Article 13 :

1- La commission peut former des équipes de travail parmi ses membres ou d'autres, pour la soutenir dans ses travaux.

2- La commission peut solliciter l'assistance - en cas de besoin - des spécialistes et des experts, locaux ou internationaux.

Article 14 :

Les parties gouvernementales peuvent présenter à la commission une demande d'exemption d'une entreprise qui n'a pas de siège régional en Arabie Saoudite ou d'une partie concernée des règlements pour un projet ou des projets ou une période de temps spécifique, à condition que la demande soit soumise avant que l'appel d'offres est lancé ou les procédures de contrat direct sont engagées, et à condition que la demande comprenne les éléments suivants :

A- Le nom de l'entreprise n'ayant pas le siège régional en Arabie Saoudite ou de la partie concernée objet de la demande d'exemption.

B- Les motifs et justifications de la demande, ainsi que les études ou les rapports la justifiant.

C- Le projet (ou les projets) objet de la demande, ou sa durée.

D- les biens et les services faisant l'objet de la demande.

E- Le coût estimatif des contrats à conclure au cas d'acceptation de la demande.

Article 15 :

1- La partie gouvernementale déposant la demande visée à l'article (14) peut assister à la réunion de la commission désignée pour examiner sa demande et pour en discuter sans avoir le droit de voter sur la décision qui sera prise à son sujet, à condition que la partie exprime son souhait d'y assister lors de la remise de la demande.

2- Si la partie gouvernementale désire assister à la réunion désignée au paragraphe (1), et que son représentant est absent, la commission achèvera ses travaux et la partie ne sera pas en droit de demander une nouvelle réunion.

Article 16 :

La commission statue sur la demande visée par l'article 14 en motivant son acceptation ou son refus, conformément aux dispositions contenues dans les règlements et en fonction de ce qu'elle estime être d'intérêt public. La décision d'acceptation doit inclure les éléments suivants :

A- Le nom de l'entreprise n'ayant pas le siège régional en Arabie Saoudite ou de la partie concernée exemptée.

B- Le projet (ou les projets) faisant l'objet de l'exemption, ou la durée de l'exemption, à condition qu'elle n'excède pas (trois) ans.

C- Les biens et les services faisant l'objet de l'exemption.

D- Toutes considérations, conditions ou restrictions que la commission juge appropriées.

Article 17 :

La partie gouvernementale soumettant la demande visée à l'article (14) peut s'opposer à la décision de la commission rendue à cet égard devant le ministre, et le ministre rend sa décision concernant l'objection, et la décision est définitive et effective à compter de la date de sa délivrance.

Article 18 :

La commission et son secrétariat sont inscrits dans le budget du ministère.

Article 19 :

Le ministre édicte les règles de fonctionnement de la commission et de son secrétariat, qui comprennent les règlements du recours aux experts, la rémunération des membres de la commission, des membres de son secrétariat et des experts sollicités.

Article 20 :

Le ministère développe le portail conformément aux dispositions des règlements.

Article 21 :

Ces règlements seront publiés dans le Journal officiel et entreront en vigueur à compter du 19/06/1445 AH (1^{er} janvier 2024).

رقم الصادر: ٣٩٧٤٦
تاريخ الصادر: ٠٦ / ٠٦ / ١٤٤٤
المرفقات: ٧



المملكة العربية السعودية
الديوان الملكي

(٠٦١)

برقيات

- تعميم -

سيدي صاحب السمو الملكي ولي العهد
رئيس مجلس الوزراء
نسخة لكل وزارة ومصلحة حكومية
وعلى كل جهة إبلاغ الجهات التابعة لها أو المرتبطة بها

السلام عليكم ورحمة الله وبركاته:
أبعث لسموكم صورة قرار مجلس الوزراء رقم (٣٧٧) في ١٤٤٤/٦/٣ هـ
القاضي بما يلي:
أولاً: الموافقة على ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر
إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة، بالصيغة المرفقة للقرار.
ثانياً: قيام وزارة الاستثمار ووزارة المالية والهيئة العامة للتجارة الخارجية، عند وضع
المعايير والضوابط المشار إليها في المادة الخامسة من الضوابط المشار إليها في البند (أولاً)
من القرار، بمراعاة التزامات المملكة الدولية ذات الصلة.
وحيث تمت الموافقة الكريمة على القرار؛ أرجو تفضل سموكم بالامر بإكمال اللازم،
وتقبلوا سموكم أطيب تحياتي وتقديري.

رئيس الديوان الملكي



فهد بن محمد العيسى

مكتب الوزير وزارة الطاقة
MINISTER'S OFFICE | 264 MINISTRY OF ENERGY
رقم الوارد: ٤٤.١.١/٤١٦
تاريخه: ١٤٤٤/٦/٧
المرفقات: ٧
P.P.P/12/31
D12900



قرار رقم : (٣٧٧)

وتاريخ : ١٤٤٤/٦/٣ هـ

قرار مجلس الوزراء

إن مجلس الوزراء

بعد الاطلاع في جلسته المنعقدة برئاسة خادم الحرمين الشريفين الملك سلمان بن عبدالعزيز آل سعود، على المعاملة الواردة من الديوان الملكي برقم ٥٧٤٤٠ وتاريخ ١٤٤٣/٩/١٣ هـ، المشتملة على خطاب معالي وزير المالية رقم ٧٩٥٥ وتاريخ ١٤٤٣/٩/١٠ هـ، في شأن مشروع ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة.

وبعد الاطلاع على مشروع الضوابط المشار إليه.

وبعد الاطلاع على المذكرات رقم (١٢٧) وتاريخ ١٤٤٤/١/١٠ هـ، ورقم (٩٩٢) وتاريخ ١٤٤٤/٣/٢٧ هـ، ورقم (١٣٠٥) وتاريخ ١٤٤٤/٤/٢٦ هـ، المعدة في هيئة الخبراء بمجلس الوزراء.

وبعد الاطلاع على المحضر المعد في مجلس الشؤون الاقتصادية والتنمية رقم (١٠/٤٤/م) وتاريخ ١٤٤٤/٤/٣٠ هـ.

وبعد الاطلاع على توصية اللجنة العامة لمجلس الوزراء رقم (٥٤٧٣) وتاريخ ١٤٤٤/٥/٢٦ هـ.

يقرر ما يلي:

أولاً : الموافقة على ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة، بالصيغة المرفقة.

ثانياً: قيام وزارة الاستثمار ووزارة المالية والهيئة العامة للتجارة الخارجية، عند وضع المعايير والضوابط المشار إليها في المادة (الخامسة) من الضوابط المشار إليها في البند (أولاً) من هذا القرار، بمراعاة التزامات المملكة الدولية ذات الصلة.


سلمان بن عبدالعزيز آل سعود



الرقم
التاريخ ١٤ / /
المرفقات

ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة

المادة الأولى:

يقصد بالمصطلحات والعبارات الآتية - أينما وردت في هذه الضوابط - المعاني المبينة أمام كل منها، ما لم يقتض السياق غير ذلك:

الضوابط: ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة.

الوزارة: وزارة المالية.

الوزير: وزير المالية.

اللجنة: لجنة الاستثناء من الضوابط، المشكلة بناء على المادة (العاشرة) من الضوابط.

الرئيس: رئيس اللجنة.

المنطقة: منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا.

الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة: الشركات الأجنبية التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة، ولها مقر إقليمي في المنطقة ومدرجة في القائمة المشار إليها في المادة (الخامسة) من الضوابط.

الطرف ذو العلاقة: أي وكيل للشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو أي موزع أو مورد أو مقدم لسلعها أو خدماتها فيما يخص تلك السلع والخدمات.

الجهات الحكومية: الوزارات والأجهزة الحكومية والهيئات والمصالح والمؤسسات العامة والأجهزة المستقلة ذات الشخصية المعنوية العامة.

الحالة الطارئة: حالة يكون فيها تهديد السلامة العامة أو الأمن العام أو الصحة العامة جدياً وغير متوقع، أو يكون فيها إخلال ينذر بخسائر في الأرواح أو الممتلكات.

البوابة: البوابة الإلكترونية الموحدة للمشتريات الحكومية الخاضعة لإشراف الوزارة.



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ



المملكة العربية السعودية

هيئة الخبراء بمجلس الوزراء
Bureau Of Experts At The Council Of Ministers

الرقم _____
التاريخ ١٤ / / هـ
المرفقات _____

المادة الثانية:

تهدف الضوابط إلى تنظيم تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة، أو مع أي طرف ذي علاقة.

المادة الثالثة:

لا يجوز للجهات الحكومية -عند تنفيذ أعمالها وتأمين مشترياتها- التعاقد مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو أي طرف ذو علاقة إلا وفقاً لأحكام الضوابط. وتلتزم جميع الجهات الحكومية بتطبيق الضوابط، سواء كانت خاضعة لأحكام نظام المنافسات والمشتريات الحكومية أو لأي أنظمة أو لوائح أخرى، وتعد الضوابط مكملة للأحكام التي تطبقها الجهات الحكومية عند تنفيذ أعمالها وتأمين مشترياتها.

المادة الرابعة:

تستثنى من الضوابط الأعمال والمشتريات الآتية:

- أ- التي لا تتجاوز تكلفتها التقديرية مبلغ (مليون) ريال. وللوزير وفقاً لمقتضيات المصلحة العامة إصدار قرار بتعديل هذا المبلغ أو إلغاء هذا الاستثناء أو إيقاف العمل به مؤقتاً.
- ب- التي تنفذ خارج المملكة.

المادة الخامسة:

تعد وزارة الاستثمار، بالتنسيق مع الوزارة والهيئة العامة للتجارة الخارجية، بناء على معايير وضوابط يتفقون عليها، قائمة بأسماء الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة. وتحديث القائمة دورياً -أو كلما دعت الحاجة- وتنشر القائمة في البوابة.

المادة السادسة:

دون إخلال بما تقضي به الأحكام النظامية التي تطبقها الجهات الحكومية عند تنفيذ أعمالها وتأمين مشترياتها، لا تمنع الضوابط الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو أي طرف ذو علاقة





الرقم _____
التاريخ ١٤ / / ١٤
المرفقات _____

من التقدم بعروض لأي منافسة عامة تطرحها أي من تلك الجهات، على ألا تقبل تلك الجهات ما يقدم من تلك الشركات أو الأطراف ذوي العلاقة، إلا في إحدى الحالتين الآتيتين:
أ- عدم وجود أكثر من عرض واحد مقبول فنياً.
ب- أن يكون العرض المقدم من الشركة التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الطرف ذي العلاقة هو أفضل العروض بعد التقييم الكلي من الناحية الفنية، ويقل مالياً بنسبة (٢٥%) أو أكثر عن قيمة ثاني أفضل عرض.

المادة السابعة:

دون إخلال بما تقضي به الأحكام النظامية التي تطبقها الجهات الحكومية عند تنفيذ أعمالها وتأمين مشترياتها، لا يجوز للجهات الحكومية توجيه دعوة للشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو لأي طرف ذي علاقة للمشاركة فيما تطرحه من منافسات محدودة إلا في إحدى الحالتين الآتيتين:
أ- عدم وجود أكثر من متنافس مؤهل من غير الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الأطراف ذوي العلاقة لتنفيذ الأعمال أو تأمين المشتريات المطلوبة.
ب- وجود حالة طارئة لا يمكن التعامل معها إلا من خلال دعوة الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الأطراف ذوي العلاقة.

المادة الثامنة:

دون إخلال بما تقضي به الأحكام النظامية التي تطبقها الجهات الحكومية عند تنفيذ أعمالها وتأمين مشترياتها، لا يجوز للجهات الحكومية توجيه دعوة للشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو لأي طرف ذي علاقة للتعاقد المباشر معها إلا في إحدى الحالتين الآتيتين:
أ- أن تكون الأعمال أو المشتريات متوفرة حصرياً لدى الشركة التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الطرف ذي العلاقة.
ب- وجود حالة طارئة لا يمكن التعامل معها إلا بالتعاقد المباشر مع الشركة التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الطرف ذي العلاقة.





الرقم
التاريخ
المرفقات

١٤ / / هـ

المادة التاسعة:

تلتزم الجهات الحكومية التي تتعاقد مع أي شركة ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو طرف ذي علاقة -وفقاً للضوابط- بإعداد تقرير يتضمن الأسباب التي دعتها للتعاقد، وتزويد الديوان العام للمحاسبة وهيئة كفاءة الإنفاق والمشروعات الحكومية بنسخة منه، وذلك خلال مدة لا تزيد عن (ثلاثين) يوم عمل من تاريخ توقيع العقد.

المادة العاشرة:

- ١- تشكل بموجب الضوابط لجنة تسمى (لجنة الاستثناء من ضوابط تعاقد الجهات الحكومية مع الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة)، ترتبط بالوزارة.
- ٢- تكون اللجنة برئاسة ممثل عن الوزارة، وعضوية كل من:
 - أ- ممثل عن وزارة الاستثمار.
 - ب- ممثل عن هيئة المحتوى المحلي والمشتريات الحكومية.
 - ج- ممثل عن هيئة كفاءة الإنفاق والمشروعات الحكومية.
 - د- ممثل عن لجنة التوطين وميزان المدفوعات.
 - هـ- عدد لا يتجاوز (ثلاثة) أعضاء من ذوي الخبرة والاختصاص يصدر بتعيينهم قرار من الوزير بالاتفاق مع وزير الاستثمار.
- ٣- يجب ألا تقل مرتبة ممثلي الجهات الحكومية عن المرتبة (الرابعة عشرة) أو ما يعادلها.
- ٤- تختار اللجنة من بين أعضائها ممثلي الجهات الحكومية نائباً للرئيس.

المادة الحادية عشرة:

تختص اللجنة بالنظر في طلبات الجهات الحكومية استثناء الشركات التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة والأطراف ذوي العلاقة من الضوابط، وبأبواب فيها.

المادة الثانية عشرة:

يكون للجنة أمانة عامة مقرها الوزارة، يرأسها أمين عام، يكلفه الوزير بناء على اقتراح رئيس اللجنة.





الرقم _____
التاريخ ١٤ / /
المرفقات _____

المادة الثالثة عشرة:

- ١- للجنة تشكيل فرق عمل من أعضائها أو من غيرهم، لمساندة اللجنة في أعمالها.
- ٢- للجنة الاستعانة -عند الحاجة- بمن تراه من أصحاب الخبرة والاختصاص محلياً أو دولياً.

المادة الرابعة عشرة:

- للجهات الحكومية التقدم إلى اللجنة بطلب استثناء شركة ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو طرف ذي علاقة من الضوابط لمشروع أو مشاريع أو فترة زمنية محددة، على أن يكون تقديم الطلب قبل طرح المنافسة أو البدء في إجراءات التعاقد المباشر، وأن يشتمل الطلب على الآتي:
- أ- اسم الشركة التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الطرف ذي العلاقة المطلوب استثناءه.
 - ب- أسباب ومبررات الطلب، وما يدعمه من دراسات أو تقارير.
 - ج- المشروع (أو المشاريع) محل الطلب، أو المدة الزمنية له.
 - د- السلع والخدمات محل الطلب.
 - هـ- التكلفة التقديرية للعقود المتوقع إبرامها حال الموافقة على الطلب.

المادة الخامسة عشرة:

- ١- للجهة الحكومية مقدمة الطلب المشار إليه في المادة (الرابعة عشرة)، حضور اجتماع اللجنة المخصص للنظر في طلبها، لمناقشة الطلب دون أن يكون لها الحق في التصويت على القرار الذي سيتخذ حياله، على أن تبدي الجهة رغبتها في الحضور حين تقديم الطلب.
- ٢- في حال أبدت الجهة الحكومية رغبتها في حضور الاجتماع المشار إليه في الفقرة (١)، وتغيب ممثلها عن الحضور، تستكمل اللجنة أعمالها ولا يحق للجهة طلب إعادة عقد الاجتماع.

المادة السادسة عشرة:

- تصدر اللجنة قرارها حيال الطلب المشار إليه في المادة (الرابعة عشرة) بقبوله أو رفضه مسبباً، وذلك وفقاً للأحكام الواردة في الضوابط وبحسب ما تراه محققاً للمصلحة العامة، ويجب أن يتضمن قرار القبول الآتي:
- أ- اسم الشركة التي ليس لها مقر إقليمي في المملكة أو الطرف ذي العلاقة المستثنى.
 - ب- المشروع (أو المشاريع) محل الاستثناء، أو المدة الزمنية للاستثناء على ألا تتجاوز (ثلاث) سنوات.



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ



المملكة العربية السعودية

هيئة الخبراء بمجلس الوزراء
Bureau Of Experts At The Council Of Ministers

الرقم
التاريخ ١٤ / / ١٤
المرفقات

ج- السلع والخدمات محل الاستثناء.

د- أي اعتبارات أو اشتراطات أو قيود تراها اللجنة.

المادة السابعة عشرة:

للجهة الحكومية مقدمة الطلب المشار إليه في المادة (الرابعة عشرة) الاعتراض على قرار اللجنة الصادر بشأنه، أمام الوزير، ويصدر الوزير قراره حيال الاعتراض ويكون القرار نهائيًا ونافذًا من تاريخ صدوره.

المادة الثامنة عشرة:

يكون للجنة وأمانتها بند ضمن ميزانية الوزارة.

المادة التاسعة عشرة:

يصدر الوزير قواعد عمل اللجنة، وأمانتها، ويجب أن تشمل ضوابط الاستعانة بالخبراء، ومكافآت أعضاء اللجنة، والعاملين في أمانتها، والخبراء الذين تستعين بهم.

المادة العشرون:

تقوم الوزارة بتطوير البوابة بما يتوافق مع أحكام الضوابط.

المادة الحادية والعشرون:

تنشر هذه الضوابط في الجريدة الرسمية، وتكون نافذة اعتبارًا من تاريخ ١٩/٦/١٤٤٥ هـ.



المملوك العزيم السعوي
الديوان الملكي

[illegible]